

De la lutte pour la protection du saumon sauvage aux projets de pays

Existe-t-il une solution de continuité entre la défense du saumon et la promotion d'un développement durable et équitable à l'échelle de toute une région? Oui, parfois, lorsque cette continuité prend la forme d'une prise de conscience des solidarités sociale, économique, environnementale nouées autour d'un modèle de développement. Jean-Claude Pierre explique pour nous l'« aventure » d'Eaux et Rivières de Bretagne, exemplaire d'une certaine montée en généralité, depuis la mobilisation locale autour de rivières à restaurer jusqu'aux tribunaux européens et l'inscription en droit des exigences du développement durable.

Cosmopolitiques: Si l'on reprend l'histoire de l'action environnementaliste en Bretagne pour mieux la comprendre, par quoi faut-il commencer?

J.-C. Pierre: Le mouvement en faveur de l'environnement qui s'est développé en Bretagne est évidemment indissociable de celui qui a pris naissance en France à l'époque romantique. Mouvement marqué par des hommes comme Hugo avec *Notre Dame de Paris*, Mérimée, Viollet Le Duc, attachés à la restauration de nos cathédrales. Pour ce qui concerne les sites naturels, le classement d'un millier d'hectares de la forêt de

Fontainebleau sous l'impulsion des peintres de l'école de Barbizon peut être considéré comme un point de départ même si l'aspect culturel et esthétique devançait largement les préoccupations écologiques, quasi inexistantes à l'époque. Dès la fin du XIX^e siècle afin de favoriser le tourisme qui commençait alors à se développer, grâce à l'essor des chemins de fer, le Touring Club de France a joué un rôle pionnier dans la préservation du patrimoine. C'est d'ailleurs à Saint Briec en 1906 que fut créé la première commission des sites. À l'origine, le préservation des célèbres rochers de la côte de Granit rose menacés par l'appétit des carriers ! La date la plus marquante reste la création en 1920 de la fameuse réserve des Sept Iles au large de Perros-Guirrec. Elle résulte d'une action conjuguée du Touring Club de France et de la LPO (Ligue de Protection des Oiseaux) scandalisés par la disparition des macareux et de fous de Bassan victimes de chasses abusives¹. La seconde date en Bretagne, c'est en 1950 la fusion entre le cercle de naturalistes brestois et le cercle de naturalistes rennais qui va donner la SEPNB (Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne). Il s'agit en fait d'une « société savante » en majorité composée d'intellectuels, d'universitaires, de citoyens. C'est d'ailleurs pour l'essentiel, à la suite de la publication par la SEPNB d'un numéro spécial de sa revue *Penn Ar Bed* que fut créée en 1969 l'APPSB (Association pour la Protection et la Promotion du Saumon en Bretagne²) d'où est issue « Eaux et Rivières de Bretagne ».

Cosmopolitiques: Qui étaient les membres de cette association de pêcheurs, plutôt atypique dans le milieu puisqu'elle s'est rapidement étendue à la défense des rivières et de l'eau ?

J.-C. Pierre: Avec l'APPSB, ce sont des pêcheurs préoccupés par la disparition du saumon : les ruraux y sont nombreux, les origines sociales plus diverses qu'à la SEPNB. On ne parle pas de « la nature » d'ailleurs. On parle des saumons. Dans l'APPSB, il y avait bien protection mais aussi promotion qui sous-entendait production. Nous étions persuadés que la création des piscicultures de saumon pourrait avoir deux effets bénéfiques : elles abaisseraient le prix du saumon et contribueraient de ce fait à limiter le braconnage et la surpêche en mer et dans les estuaires. Et deuxièmement, elles

1 La France accusait un certain retard dans la création des réserves naturelles puisque le parc naturel de la Vanoise (1947-48) vient plus de 30 ans après la réserve du Grand Paradis créée par Victor Emmanuel en Italie. Les américains, en pleine guerre de sécession, avaient créé les premiers parcs sous l'influence de Thoreau et d'Emerson.

2 Elle s'est appelée ensuite Association Pour la Protection du Saumon en Bretagne puis Association Pour la Protection des Salmonidés en Bretagne et enfin Eaux et Rivières de Bretagne, ce qui correspond à trois évolutions de la démarche.

permettraient de « ré-ensemencer » les rivières et de leur redonner la richesse d'antan, ce qui favoriserait le tourisme halieutique. On était en 1968-69, encore dans le mythe prométhéen : l'homme qui va ensemencer la nature, qui va féconder la nature. Sous notre impulsion, en 1972, la Chambre régionale de Commerce et d'Industrie de Bretagne retient d'ailleurs le saumon comme l'une des richesses touristiques à développer. Mais très vite, on s'est rendu compte que remettre des saumons dans la rivière, c'était mettre les rivières sous perfusion et donner l'illusion d'une richesse qui ne correspondait pas à l'état des lieux. On ne rassemblait pas tellement le monde de la pêche officielle, les fédérations de pêche, qui se sont violemment opposées à l'APPSB³.

Cosmopolitiques : Avec le recul quand se crée l'APPSB, qu'est ce qui vous pousse à agir ?

J.-C. Pierre : Nous étions en majorité des pêcheurs, nous avions tous des racines rurales. La rivière avec ses vairons, ses truites, ses anguilles, c'était notre paradis. Les premières pollutions agricoles, le recalibrage des ruisseaux, lors des travaux de remembrement qui dévastait alors le bocage, la suppression des talus boisés, tout cela nous l'avons ressenti viscéralement, comme une véritable agression physique à notre égard. En quelque sorte, notre réaction a été plus charnelle qu'intellectuelle, on peut même dire que nous avons d'abord réagi en égoïstes frustrés par les atteintes portées à notre passe-temps favori, la pêche, et Dieu sait si celle de la truite et du saumon génère des passionnés.

3 Les fédérations de pêche se considéraient comme le pouvoir légitime et ne supportaient pas l'apparition de l'APPSB dans le « paysage halieutique ». Certains de l'APPSB ont eu la tentation de prendre le pouvoir dans les fédérations de pêche, en se disant, avec l'argent collecté par elles, avec ces ressources parafiscales, nous ferions mieux. C'était l'idée d'un management ou d'une gestion plus scientifique de la pêche. L'un des présidents d'Eaux et Rivières est d'ailleurs devenu président de la fédération du Finistère. Mais dans l'ensemble, l'association a été à l'abri de ça.

Cosmopolitiques : Mais ce passage là aurait pu ne pas se faire. Il y a des pollutions ou des agressions aussi graves (par exemple sur l'air) pour lesquelles on a du mal à réagir. Dans d'autres cas, on préfère défendre uniquement son hobby, comme certaines associations de chasse ou de pêche, sans « monter en généralité » pour analyser et pour agir sur le phénomène que l'on dénonce.

J.-C. Pierre : Nous avons eu la chance, si on peut dire, que l'eau soit un fabuleux révélateur du dysfonctionnement de la société sur le plan environnemental. Parce que les gens ont une relation à l'eau beaucoup plus forte qu'une relation avec le reste des éléments naturels. Dans tous les pays du monde, le plus petit



■ Pédagogie de l'eau... un groupe d'élèves d'une école d'agriculture participant à une sortie sur le terrain à l'initiative de Eaux et Rivières de Bretagne. Photo Jean-Claude Pierre.

ruisseau, le plus petit ru, a toujours eu un nom. L'air, ça ne se touche pas. Et l'eau, c'est l'eau que l'on boit, c'est l'eau qui coule dans la rivière, ce sont les poissons, c'est l'eau dans laquelle on se baigne, ce sont les huîtres que l'on mange. Les Bretons ont une relation particulièrement forte avec l'eau. La multitude des fontaines sacrées en est la preuve. L'eau est au cœur de l'imaginaire des Bretons, de ses légendes, de ses cultes, de sa culture et aussi de ses activités économiques liées au « vivant ». J'aime bien citer cette phrase de Jacques Lacarrière « Eau, notre miroir premier, tu reflètes aussi nos actes » car elle nous rappelle que l'on ne peut pas longtemps tricher avec cette ressource. Tôt ou tard, elle nous interpelle. Même si le nitrate ne se voit pas, la marée verte qui en résulte, 5 ou 10 ans après, nous met face à nos erreurs. Mais il y a trente ans, les pollutions étaient visibles, faciles à détecter : les pollutions organiques tuaient tout de suite le poisson. À l'époque des premières marées noires sur le littoral (le Torrey Canyon, 1968), tout cela crée une prise de conscience particulièrement forte en Bretagne.

Cosmopolitiques : Quelles étaient les méthodes très concrètes pour mobiliser les adhérents et l'opinion ?

J.-C. Pierre : Il y a loin de l'indignation générée par quelques pollutions à la véritable prise de conscience. Nous sommes toujours partis d'actions très concrètes pour aller vers les enjeux de société. Par exemple, des chantiers de nettoyage de rivières ont été lancés dès 1972 sur le Scorff et ils se sont petit à petit étendus à toute la Bretagne : ils ont été une formidable école de civisme. Dégager une rivière de la végétation qui l'encombre, a priori rien de plus banal. En fait, c'est tout le secret de notre réussite. D'abord un moyen de quitter le champ de la simple contestation et de la critique pour engager une démarche positive. L'opinion ne s'y est pas trompée, elle a plébiscité ces chantiers de bénévoles qui mouillaient leurs chemises pour redonner aux rivières leur vie

■ Travail des bénévoles,
au coude à coude avec les
agriculteurs de la vallée.
Une occasion privilégiée
de coopération entre
ruraux et citoyens.

Photo Jean-Claude Pierre.



et leur beauté. Elle a mieux pris conscience du caractère aberrant des travaux lourds réalisés par le « génie rural ». À l'aide de tracto-pelles, ils tuaient la rivière sous prétexte de l'entretenir avec des méthodes « modernes ». Agir bénévolement pour entretenir sa rivière, c'était une manière de se l'approprier et donc de s'en sentir plus responsable, plus motivé pour lutter contre les pollutions, pour intervenir dans les enquêtes publiques pour contrer les projets de barrages ou de piscicultures. On ne protège bien que ce que l'on aime, on n'aime que ce que l'on connaît. Travailler au coude à coude avec les agriculteurs riverains, c'est comprendre leurs problèmes, les pressions auxquelles ils sont soumis du fait de l'industrialisation de leur activité.

J'entends, j'oublie,
Je vois, je retiens
Je fais, je comprends

Ce vieux principe chinois, nous en avons compris toute la profondeur en organisant ces chantiers, qui réunirent jusqu'à 5 ou 600 personnes, et qui permirent à l'association de se faire connaître, de s'imposer, de se faire respecter. Ils étaient une manière de soustraire les fragiles rivières au saccage des engins lourds des travaux publics, mais ils étaient surtout un moyen privilégié contre les deux pires pollutions qui soient : l'indifférence et la résignation. L'indifférence fait de nous les fils spirituels de Louis XV. « Après moi, le déluge ». La résignation, ce sont les gens qui considèrent qu'on ne peut pas changer le cours des choses, qu'il n'y a rien à faire contre le progrès, le développement, la croissance ou surtout « la main aveugle » du marché. Nous, nous avons voulu nous installer dans le long terme en formant les futurs citoyens à d'autres comportements. Dès les années 75/76, toujours sur le Scorff, qui est vraiment le berceau de l'association, nous avons lancé les premières

classes de rivières sur le modèle des classes de neige ou de mer. Cette activité n'a cessé de se développer et l'association dispose maintenant d'un centre permanent à Belle Isle en Terre dans les Côtes d'Armor, d'un centre permanent d'éducation à l'eau et à la rivière.

Cosmopolitiques: Mais inscrire ces actions concrètes dans une analyse globale puis quasiment dans un projet de société, c'est quand même tout un art, souvent difficile...

J.-C. Pierre: C'est vrai. À partir de l'eau, l'APPSB est allée plus loin. On pourrait imaginer des rivières canalisées avec « H₂O » qui coule, l'eau est bonne et la rivière canalisée, banalisée, par le génie rural. Mais c'est incompatible avec la vie des saumons. Au-delà de l'eau, il faut passer à la rivière, ce qui n'est pas la même chose. Il faut sauver la rivière pour sauver l'eau, il faut sauver l'eau pour sauver le saumon. Mais la rivière, c'est aussi tout son chevelu, il faut passer à la notion de bassin versant. Et il faut aborder les problèmes d'économie, les problèmes d'agriculture sur le bassin versant. Les problèmes d'aménagement du territoire sur le bassin versant. Le champ d'action s'est élargi rapidement en associant des naturalistes et des pêcheurs. Mais pour arriver à tout ça, l'association s'est aussi transformée elle-même. En 1979, l'APPSB devient donc Eaux et Rivières de Bretagne. Nous avons montré lors du congrès de l'association à Lorient qu'il n'était pas possible de sauver les saumons sans sauver l'eau et la rivière, sans repenser toutes les pratiques sur l'ensemble du bassin versant. Bernard Charbonneau était présent et cela montrait notre souci de prise en compte systématique du problème. Il y a eu une évolution. Au début le saumon était la finalité et en 1979, dix ans après, le saumon ne devient plus que le symbole, comme le montre notre slogan « quand le saumon meurt, l'homme est menacé »⁴. Il

■ Ce qui se passe quand nos sens ne nous servent plus.

Ce qu'on disait autrefois à l'école primaire: « une eau potable, c'est une eau inodore, incolore et sans saveur », est devenu totalement faux. Les concepts évoluent très vite. Aujourd'hui, on peut avoir une eau parfaitement inodore, parfaitement incolore, parfaitement sans saveur et parfaitement polluée. Bourrée de nitrates que tu n'as jamais vus, que tu ne peux pas sentir, bourrée de pesticides, d'hormones, d'antibiotiques. Le combat de demain va être un combat beaucoup plus difficile parce ■■■

4 J'avais adapté un texte d'un américain sur les condors de la Cordillère des Andes. « Pourquoi faut-il sauver les condors de la Cordillère des Andes? Ce qui nous intéresse dans la protection des condors de la Cordillère des Andes, ce n'est pas qu'ils sont indispensables à l'économie. C'est le fait que les qualités humaines qu'il nous faut mettre en œuvre pour sauver les condors sont celles-là mêmes qu'il nous faudra mettre en œuvre pour nous sauver nous-mêmes ». Ce qui nous importe dans le sauvetage du saumon, ce n'est pas qu'il soit un bon poisson de sport, ce ne sont pas ses protéines, ce n'est pas le symbole de l'éternel retour, etc. Tout ça, ce sont de bonnes raisons. Mais ce n'est pas la meilleure raison. Ce qui est important dans le sauvetage du saumon, c'est que les qualités humaines qui nous sont nécessaires pour le sauver sont celles-là mêmes qu'il nous faudra pour nous sauver nous-mêmes.

■■■ qu'il sera moins « charnel ». Le nitrate n'a jamais fait mourir un poisson. Les pesticides ne sont jamais utilisés à des doses létales ou très rarement. Il y a dix mille lacs de Scandinavie qui sont d'une pureté de cristal mais le pH a tellement été bouleversé qu'il n'y a plus de vie. Par contre, il y a un déplacement. Aujourd'hui, les pollutions ne s'attaquent plus seulement aux individus mais aux espèces et à leur processus de reproduction. À travers des transformations génétiques par exemple, les caïmans de Floride qui deviennent asexués, les mouettes du lac Michigan qui s'accouplent entre femelles parce qu'il n'y a plus assez de mâles. Parce que l'utilisation de certaines substances dérèglent aujourd'hui le système hormonal.

Cosmopolitiques: Parce qu'il faut entrer dans les détails techniques pour rendre visibles les pollutions en les calculant, en les traduisant en milligrammes ou en nanogrammes, certains peuvent dire que nous sommes passés à des « batailles de technocrates », de spécialistes, bien loin des pêcheurs et de « la nature », et pourtant c'est ce travail de transformation qui nous fait entrer dans des débats cosmopolitiques, grâce au calcul certes mais sans réduire un projet ou des décisions à ce calcul.

n'était plus question de créer des piscicultures pour réensemencer la rivière, plus question de les mettre sous perfusion pour masquer la dégradation du milieu en entretenant artificiellement les populations de saumons et de truites. Ce virage nous a fait perdre des adhérents de la première heure mais aussi a entraîné des heurts avec les responsables les plus rétrogrades des associations de pêche. Et on est devenu non seulement association agréée de protection de la nature mais association agréée de défense des consommateurs. On est passé avec Eaux et rivières du saumon à l'homme. Le second congrès qui se tient à Saint Briec en 1985 illustre notre souci d'ouverture sur le monde de l'économie : « des rivières propres pour une économie saine ». Nous nous sommes dits : il faut montrer à nos adversaires que nous sommes plus économistes qu'eux, que nous avons une meilleure perception de l'économie. Les mots « développement durable », n'existaient qu'à peine, mais on disait : « nos truites protègent vos huîtres, si la rivière est capable d'avoir des truites sauvages, l'estuaire pourra avoir des huîtres ». Nous voulions faire preuve de réalisme et gagner à notre cause tous les responsables professionnels dont l'activité est liée à l'eau : conchyliculteurs, pêcheurs côtiers, professionnels du tourisme... Nous avons noué quelques coopérations mais dans l'ensemble nous avons été déçus et encore aujourd'hui, la plupart de ces responsables ne vont pas plus loin que des généralités sur les pollutions, alors qu'elles compromettent pourtant l'avenir de leurs activités.

Cosmopolitiques: Il n'est pas si simple de convaincre une société pour des causes que l'on pense pourtant évidentes ou vitales. Lorsqu'on se heurte à des intérêts, à des organisations, à des cultures marquées par le productivisme, il faut aussi savoir aller au conflit. Eaux et Rivières de Bretagne s'est aussi fait connaître par des actions juridiques solidement construites et victorieuses.



■ Marée verte en Baie d'Oudierne (29). Photo Jean-Claude Pierre.

J.-C. Pierre: L'association s'est trouvée bien seule pour s'engager sur ce terrain d'action juridique difficile. Il était évident qu'il fallait mettre un terme à la délinquance écologique si l'on voulait reconquérir la qualité de l'eau. Le dynamisme de l'agro-alimentaire grisait tout le monde, la Bretagne devenait petit à petit un État de non-droit. Des centaines de piscicultures de truites, des porcheries, des abattoirs étaient en infraction vis-à-vis de la législation sur les établissements classés. Dans toute la région, des leaders de l'agro-alimentaire, de vrais capitaines d'industrie, faisaient la pluie et le beau temps grâce à leurs liens étroits avec le monde politique, en pratiquant le chantage à l'emploi, et en profitant du laxisme de l'administration. Pour engager des actions juridiques contre « les saigneurs de la terre », il a fallu se former. Il a fallu faire face à des violences, à des menaces diverses, il a fallu aussi expliquer à la population que c'était la pollution et non le respect des lois qui serait l'obstacle au développement de la Bretagne. Pour beaucoup en effet, la pollution était la rançon obligatoire du progrès et du développement. Nous avons atteint ainsi un niveau d'activité juridique de 40 dossiers par an. Actions auprès du tribunal administratif, actions au pénal et au civil, actions auprès du Conseil d'État et de la Cour Européenne de

■ **Faut il rejeter le Nimby? (Not in my backyard, pas dans mon jardin)**

Au départ, il y a toujours une prise de conscience. Beaucoup de citoyens se mobilisent quand le risque est à leur porte. On se mobilise contre la porcherie, la déchetterie, l'usine d'incinération qui va s'installer tout près ou pour sauver les saumons qui meurent. Cette démarche est une défense d'un intérêt spécifique, d'une valeur écologique locale: un oiseau, un poisson, une plante, un site, auquel on est attaché parce qu'on y vit souvent. C'est une action d'opposition, de NIMBY, qui est utile aussi. On peut alors tomber dans « l'écologie profonde », c'est-à-dire le refus total – pour beaucoup c'est une régression –, on peut aussi choisir l'orientation politique pour changer le cours de la société, c'est l'écologie politique.

Mais entre les deux, les associations très spécialisées comme la LPO, Eaux et rivières, ont un grand rôle à jouer car elles peuvent faire découvrir la nécessité d'avoir des démarches systémiques. C'est aux associations de favoriser ce dépassement en profitant ■■■

■■■ des enquêtes publiques pour développer une explication globale, en associant ces problèmes à leurs causes et à des phénomènes parallèles, mais toujours en proposant des actions pour manifester cette cohérence.

Cosmopolitiques: Là, tu montres bien le passage possible entre « l'hyper-local » qui est complètement collé à ses problèmes quotidiens et la généralisation extrême vers des grandes solutions politiques. On change souvent complètement de monde et souvent trop vite quand on fait de la politique traditionnelle. Alors que ce que vous avez fait depuis l'APPSB jusqu'à Cohérence, pourrait-on dire, c'est plutôt d'élargir les choses mais en gardant les liens, en évitant de décoller trop vite.

Mais cela va plus loin, cela touche les attitudes personnelles de chacun, c'est une forme d'éthique. Nous disons effectivement « soyez cohérents » : si vous êtes contre les élevages industriels, cessez de fréquenter les « néfast food », n'achetez plus de saumon d'élevage, agissez pour obtenir de vos élus qu'ils favorisent la consommation de produits de l'agriculture durable dans les cantines scolaires, préférez les produits du commerce éthique à ceux qui n'offrent aucune garantie de revenu aux producteurs locaux, posez vous la question de savoir ce que votre banque fait de votre épargne. Demander aux agriculteurs de modifier leurs pratiques en faveur de l'environnement alors que les consommateurs continuent à se comporter sans réfléchir à l'éthique de leurs propres comportements, c'est impossible (???)

Justice... Eaux et Rivières est intervenue à tous les niveaux avec succès et a pu acquérir ainsi une expérience considérable et le respect de tous ses détracteurs. Les choses ont quand même changé : plus personne ne rectifiera une rivière aujourd'hui. Des milliers de gens se déplacent pour les enquêtes publiques. À partir de 1995-2000, d'autres collectifs ont lancé la rétention des factures d'eau, des actions ont été menées contre l'État français à la Cour Européenne de Justice. Les associations étaient absolument novices sur le plan juridique en 1976 et elles sont capables, 15 ou 20 ans après, d'engager des actions à la Cour Européenne de Justice ou en Conseil d'État, et de gagner contre l'État français !

Cosmopolitiques : Avec toutes ces batailles juridiques et techniques, on pourrait craindre que l'association se soit trop spécialisée, soit devenue trop technicienne. Est-ce que ça ne fait pas fuir des gens qui considèrent que c'est beaucoup trop compliqué pour eux ?

J.-C. Pierre : L'action juridique est une nécessité absolue pour garantir l'État de droit et faire progresser le droit de l'environnement mais il est évident qu'elle ne peut, seule, assurer un développement durable du pays. Par ailleurs, il faut bien se rendre compte du fait que la même structure ne peut pas agir avec la même efficacité dans tous les secteurs de la vie de la cité et qu'il faut des outils adaptés aux différentes missions qui relèvent aujourd'hui de la vie associative. La tentation de croître de manière continue et concentrique éloigne les responsables associatifs de leurs adhérents de base et, qu'on le veuille ou non, les risques de dérive technocratique existent. Ils sont aggravés par le fait que l'administration, en sollicitant la participation des associations dans de multiples instances publiques, certes leur témoigne

reconnaissance et les crédibilise, mais absorbe une partie de leur énergie et de leur compétence... Co-gestion ou contre-pouvoir? La réponse n'est pas simple mais pour répondre aux multiples défis auxquels nous sommes confrontés, la présence d'un tissu associatif dense et spécialisé mais travaillant en réseaux me paraît aujourd'hui la meilleure. Il faut l'outil spécialisé pour contrer un pollueur, l'outil spécialisé pour faire de la pédagogie, l'outil spécialisé pour faire de la promotion et ils peuvent tous travailler ensemble. C'est dans ce sens que, tout en continuant d'appuyer Eaux et Rivières, j'ai créé, en 1990 «Nature et Culture», qui entend demeurer une petite structure associative de promotion du développement durable, en particulier en organisant des voyages d'études sur ce thème. Il faut une démarche systémique, transversale, qui amène à travailler autant sur le plan de la production que sur le plan de la consommation, de l'aménagement du territoire, de l'état, de la démocratie. Pour agir, les gens ont besoin d'espérer et connaître des exemples à l'étranger ou dans d'autres régions qui montrent que c'est possible de changer le cours des choses. Pour renforcer ces réseaux, cette «fédération» des compétences et des spécialités, le mouvement Cohérence s'est créé en 1997. Il regroupe dans l'Ouest, 97 associations de protection de la nature, de défense des consommateurs et des structures agricoles engagées dans l'agriculture durable. Travailler en réseau nécessite d'avoir une démarche systémique, globale. Toute notre formation, toute notre culture, toutes nos traditions et notre esprit de clocher sont antinomiques de ces démarches.

Cosmopolitiques: Finalement, il faut toujours manier à la fois la critique et les propositions, le conflit et la négociation, c'est un équilibre qui fait sans doute débat et conflit au sein même de ces associations?

J.-C. Pierre: À Pontivy, en 1999, nous sommes passés de la manifestation



■ À l'initiative de Cohérence, 8000 personnes rassemblées à Pontivy sur un thème mobilisateur: pour l'eau, une autre agriculture.

■ Rejet de pisciculture
sur le Scorff (56).

Photo Jean-Claude Pierre.



contre telle ou telle pollution au rassemblement positif. 8000 personnes sont présentes au grand rassemblement de Pontivy sur un thème unique « pour l'eau, une autre agriculture ». C'est une nouvelle étape, qui est restée en travers de la gorge de la FNSEA, car personne ne pouvait s'inscrire en faux contre une telle démarche (une répartition des aides plus équitables, par exemple). L'impact de ce rassemblement a été considérable, notamment auprès des politiques qui ont vu cette force : des milliers de citoyens ont déposé une fleur dans le Blavet, la rivière qui traverse la ville, en signe de respect. Sa réussite nous a permis d'obtenir de la Région, de l'Agence de l'Eau, du Ministère de l'Agriculture, des crédits significatifs destinés à la réalisation d'une étude sur la création d'une filière de production porcine « durable ». C'est quand même une première : les pouvoirs publics confiant au secteur associatif non agricole un travail sur un sujet aussi sensible. Et nous avons maintenant une mission relative à la promotion des produits issus de l'agriculture durable dans la restauration collective. C'est aussi une époque de grande « offensive médiatique », un terrain qu'il ne faut jamais négliger. « Terre d'avenir » a été publié avec la volonté de présenter des agriculteurs qui avaient choisi une autre voie que le productivisme, qui s'en sortaient très bien et souvent mieux que beaucoup d'autres, lourdement endettés et à la merci de la moindre chute des cours. Et surtout des agriculteurs qui avaient un autre mode de vie, des valeurs de solidarité, avec leurs collègues, avec la ville aussi. Puis est sorti, pour *Ouest France Dimanche*, un supplément gratuit « Une terre pour longtemps », 300.000 exemplaires, ce n'est pas rien. Et toujours cet état d'esprit positif, de propositions et d'actions qui durent. Mais il reste de nombreux « chantiers » sur lesquels le mouvement Cohérence doit se battre : l'interdiction des cultures OGM en Bretagne, la mise à niveau de la prime à l'herbe avec la fameuse « prime maïs », dont les conséquences sur l'eau, les sols, les paysages, sont dévastatrices, la promotion à grande échelle

de l'agriculture biologique (un objectif de 10% de Surface Agricole Utile à l'horizon 2010 nous paraît être à la hauteur des attentes de la société), le développement de énergies renouvelables, etc.

Cosmopolitiques : Est ce que tu crois que l'on peut aller encore plus loin en termes de réalisations alternatives pour au moins montrer qu'un autre modèle de développement est possible, voire même pour le mettre sur pied? Peut-on dépasser la tendance à se faire enfermer dans l'environnementalisme strict?

J.-C. Pierre : C'est ce que nous sommes en train de faire sur le pays de Goëlo (autour de Lanvollon et Plouha en Côtes d'Armor). Au début, un maire, Thierry Legaux, a, par vote a bulletin secret, amené toutes les communes de sa communauté de communes à sortir de leur contrat d'affermage avec la Générale et la Lyonnaise afin que la communauté de communes reprenne l'eau en gestion directe. Sur cette communauté de communes, il a engagé un certain nombre d'actions sur les déchets, la taxe professionnelle unique, des chantiers d'insertion. Nature et culture a proposé de faire une étude sur le Goëlo, pays qui couvre deux communautés de communes. Partant de l'idée que le développement durable partira du bas vers le haut et non pas le contraire, s'est posée la question de savoir si en Goëlo, il existe déjà ce que l'on a appelé des ferments de développement durable. Nous avons donc identifié toutes les entreprises agricoles, artisanales, industrielles ou hôtelières qui avaient quelque chose allant dans le sens du développement durable. Ensuite, nous avons examiné les forces et les fragilités de ce territoire par rapport aux problèmes du développement durable: le bocage existe encore un peu mais où en est la qualité de l'eau? Quel est l'état du littoral de la côte? Donc, un état des lieux. Et nous avons engagé un travail avec la population en lui proposant de prendre en main le destin de la communauté de communes de telle façon que dans quinze à vingt ans, on puisse dire: ce développement-là, nous l'avons voulu.

À la première réunion, deux cent cinquante personnes étaient présentes! Nous avons proposé ensuite trois ateliers pour réfléchir à la meilleure façon de produire et de consommer dans la logique du développement durable.

■ Le progrès désenchanté et le développement durable

Nous disons souvent: « problème du porc en Bretagne? Revenons au porc sur paille! ». Éclat de rire général assuré. « Vous voulez revenir à la bougie? !! Revenir à la marine à voile? !! ». Je dis: oui, je veux revenir à la marine à voile. Mais la marine à voile d'aujourd'hui, elle traverse l'Atlantique en cinq jours. À la vitesse des paquebots de la deuxième guerre mondiale. Et quarante fois plus vite que les caravelles de Christophe Colomb. Pourtant les rivages ne se sont pas rapprochés, le vent n'a pas changé. Pourquoi? Parce qu'aujourd'hui la voile est capable de s'aider de toutes les avancées, de la science, de la connaissance.

■ Max Havelaar en Goëlo ?

C'est très bien de dire : on va faire du commerce Max Havelaar avec des pays du Sud. Le commerce éthique, c'est bien. Mais pourquoi ne pas faire du commerce éthique localement, avant de le faire avec le Venezuela ou le Paraguay, pourquoi ne pas imaginer localement un système de distribution qui soit équitable ? C'est pourquoi l'idée a été lancée d'un magasin qui aurait sous le même toit des produits bio, des produits issus de l'agriculture durable et des produits issus du commerce équitable mondial. On pourrait avoir, au travers de ce magasin, une explication de ce qu'est une logique de territoire. Et diminuer les circuits, parce qu'à chaque fois que les circuits s'allongent, il y a des tricheries, des tromperies, des emballages supplémentaires, des coûts de distribution, et les logiques de territoire s'affaiblissent. Dans ce territoire du Goëlo, on a créé une société coopérative d'intérêt collectif où les producteurs investissent, mais aussi les consommateurs ou la communauté de communes, voire les communes, qui veulent soutenir les agriculteurs qui tiennent encore le pays localement. L'effet de synergie entre les agriculteurs qui sont spécialisés dans des produits différents en agriculture durable (porc, légumes, etc.) doit pouvoir être créé par ce type d'initiative. Et cela devrait concerner aussi le tourisme, la pêche, toute l'activité économique.

constate actuellement en travaillant, c'est que dans ce territoire du Goëlo, il n'y a plus de territoire ou plus exactement, il n'y a plus de communauté de base : on peut faire des découpages de terrains mais il n'y a pas véritablement de sentiments d'appartenance. À mon avis, cela vient du fait que le monde rural actuellement est structuré par les filières. La filière porc, la

Nous voulions que les gens s'impliquent dans des ateliers qui les préoccupaient au premier chef, pour découvrir à travers eux la nécessité d'une approche systémique et transversale. Le diagnostic de territoire est terminé. Nos ateliers fonctionnent. Le projet a été pris en compte par contrat par la communauté de communes et par le pays de Guingamp qui considère que le travail en cours sur la communauté de communes Lanvollon-Plouha peut être un modèle de ce qui serait à faire sur son territoire. Le fait d'avoir obtenu cet agrément du pays nous permet d'avoir accès aux fonds du FNADT (Fonds National d'Aménagement et de Développement des Territoires). Puis ce projet a été retenu comme projet pilote par le Secrétariat d'État à l'Économie Solidaire puis soutenu par le Conseil Général des Côtes d'Armor ! Tout le monde s'y met. C'est extraordinaire !

Cosmopolitiques : Pour mettre un territoire en marche vers le développement durable, il faut être très près des acteurs et de leurs attaches avec le terrain. Et en même temps, de temps en temps, il faut les détacher et après voir comment il faut fédérer. L'art de faire circuler les choses entre plusieurs niveaux, c'est un peu l'art du politique ?

J.-C. Pierre : Fin 2002, nous proposerons des pistes d'actions pour aménager, produire, consommer, et une ligne qui s'appellera : mobiliser l'épargne. Mobiliser l'épargne locale parce qu'on ne sait pas où l'épargne va. Et intéresser les gens de telle sorte que l'épargne locale puisse être en partie - sans tomber dans un esprit absolu de clocher - mobilisée pour des projets locaux. Ce que je



■ Manifestation contre les algues vertes à Pletin-les-Grèves (22). Le dépôt d'algues vertes devant le Crédit Agricole, considéré comme l'un des promoteurs du modèle productiviste, est aussi symbolique...

filière volailles, la filière céréales, la filière lait, la filière bovins-viande. L'entreprise agricole est devenue une entreprise très spécialisée. Le producteur de lait ne voit pas le producteur de porc à côté. Le producteur de porc ne voit pas le producteur de volailles. Et ils sont dans des filières, ils ont leurs représentants, ce ne sont pas les mêmes ! Ils ont leurs conseillers, ce ne sont pas les mêmes ! Les camionneurs qui viennent chez eux ne sont pas les mêmes. Ils vont de moins en moins dans leur chambre d'agriculture, ils vont dans les groupements. Ce sont les groupements qui prennent le pas sur les structures consulaires qui avaient, elles, la chance d'être horizontales. Dans les filières type coopératives, il n'y a que du porc par exemple. Ce sont alors des logiques parallèles sur un territoire que l'on peut retrouver sur le plan relationnel, sur le plan culturel, sur le plan de l'identité : ces logiques parallèles sur un territoire ne sont pas capables de provoquer une dynamique de territoire. C'est même antinomique.

Cosmopolitiques : Tu décris là une forme aiguë de la division du travail que l'on a rarement soulignée. La spécialisation industrielle des territoires est une négation du territoire et de la diversité des liens qui le constituent : une région mono-industrielle semble faire territoire mais elle est en fait la prolongation de l'entreprise dans l'espace. Alors que dans le cas de l'agriculture, chaque région reste relativement diversifiée et l'on croit que « la nature », « la terre », en constitue l'unité ou l'ancrage territorial partagé. D'après ce que tu décris, on voit bien les conséquences terribles du modèle « hors-sol » qui, à lui seul, résume bien le modernisme. D'après toi, ce sont les filières qui recomposent tous les liens sociaux ou culturels ?

J.-C. Pierre : Oui. On dit qu'il y a mille prescripteurs qui tous les matins quittent leur coopérative, leur site agroalimentaire, etc pour aller draguer la campagne. Tous les matins, il y en a mille qui partent de leur chiffre d'affaires à eux. Leur salaire est fonction de leur chiffre d'affaires. Ces mille-là ne partent pas avec une logique de territoire. Ils par-

tent avec une logique de profits capitalistiques selon des perceptions et des conceptions verticales. La logique de l'entreprise verticale n'est pas du tout la logique d'un territoire.

Les chambres d'agriculture sont petit à petit dépossédées de leurs pouvoirs par les groupements. Unicopa, la Cooperl, Coopagri, c'est plus puissant qu'une chambre d'agriculture. D'où la difficulté du préfet à mobiliser des acteurs dans les actions environnementales. Alors que la chambre d'agriculture autrefois avait la chance de relier sous un même toit, des gens de métiers différents, avec des soucis différents. Même la création des coopératives s'appuyait quand même sur la tradition et le territoire.

Cosmopolitiques: Qu'est-ce qui a évolué depuis l'époque de Paul Houée et de son projet de développement des pays, avec l'expérience du Méné dans les années 1970 ?

J.-C. Pierre: La notion de « développement durable » constitue un cadre qui n'existait pas à l'époque. Nous commençons à avoir les outils réglementaires, des fonds locaux et européens qui permettraient de donner corps à ces démarches. Paul Houée était vraiment un précurseur, il a essayé d'engager cette dynamique de « pays » au moment où précisément les filières, le développement du hors-sol, prenaient leur essor. Il proposait un modèle alternatif dans la phase où le productivisme était ascendant et triomphant. Alors qu'aujourd'hui, ils ne sont plus ni ascendants ni triomphants: ils butent sur les facteurs limitant de leur modèle. À l'époque, ces productivistes percutaient carrément le modèle de pays puisqu'ils instituaient des logiques de filière. Un développement durable dans un territoire ne peut se concevoir que si ce territoire favorise la pluri-activité.

Entretien réalisé par Dominique Boullier